

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2017/12303]

11 MAI 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 27 avril 2007 portant les conditions d'agrément des établissements pour animaux et portant les conditions de commercialisation des animaux en ce qui concerne l'agrément pour l'élevage occasionnel

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, l'article 5, modifié par la loi du 4 mai 1995, par l'arrêté royal du 22 février 2001, par la loi-programme du 22 décembre 2003 et par la loi du 23 juin 2004, l'article 9 modifié par la loi du 4 mai 1995, la loi-programme du 22 décembre 2003 et par la loi du 1^{er} mars 2007, l'article 10, remplacé par la loi du 4 mai 1995, l'article 11*bis* modifié par le décret du 10 novembre 2016 ;

Vu l'arrêté royal du 27 avril 2007 portant les conditions d'agrément des établissements pour animaux et portant les conditions de commercialisation des animaux ;

Vu le rapport établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 4 mai 2017 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 mai 2017 ;

Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er} ;

Vu l'urgence ;

Considérant, d'une part, le décret du 10 novembre 2016 modifiant l'article 11*bis* de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux en ce qui concerne la publicité visant la commercialisation d'espèces animales ;

Considérant que cette réglementation encadrant la publicité visant la commercialisation des animaux entre en vigueur le 1^{er} juin 2017 ; qu'il convient avant cette entrée en vigueur de mettre en œuvre l'agrément visant les éleveurs occasionnels afin que, premièrement, les revues et sites internet édités à l'initiative de ces derniers pour la commercialisation des chiens et des chats issus de leur élevage puissent être considérés comme spécialisés au sens du décret précité et que, deuxièmement, ces éleveurs puissent, du fait de leur agrément, continuer à publier des publicités sur les réseaux sociaux via uniquement une page restreinte dont ils sont les gestionnaires ;

Considérant, d'une part, l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2016 relatif à la stérilisation des chats domestiques ;

Considérant que cet arrêté prévoyant, en principe, l'obligation de stérilisation des chats n'est pas encore entré en vigueur ; que cet arrêté prévoit néanmoins une dérogation pour les personnes bénéficiant d'un agrément ; que les seuls agréments prévus à ce jour sont les agréments visés par l'arrêté royal du 27 avril 2007 précité à savoir à tout le moins l'agrément visant les élevages amateurs ;

Considérant que, à défaut d'un mécanisme simplifié pour les éleveurs qui commercialisent au maximum trois portées de chiens ou de chats par an, ces éleveurs qui souhaiteraient bénéficier des dispositions spécifiques prévues en vertu du décret du 10 novembre 2016 et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2016 vont être soumis à une procédure disproportionnée par rapport à l'impact de la commercialisation projetée ; que, concrètement, ces éleveurs vont devoir solliciter un des agréments actuellement visés à l'arrêté royal du 27 avril 2007 lesquels sont soumis à des exigences importantes ;

Considérant que, par ailleurs, les agréments actuellement visés par l'arrêté royal du 27 avril 2007 nécessitent une visite préalable des installations afin de pouvoir délivrer l'agrément ; que, compte tenu du flux de demandes d'agrément qui devraient être déposées, les demandeurs risquent dès lors, dans ces conditions, de ne pas bénéficier d'une réponse à leur demande endéans les délais d'entrée en vigueur des deux législations précitées ; qu'il y a donc un risque important que certaines personnes puissent bénéficier d'un agrément au moment de l'entrée en vigueur de ces dispositifs alors que d'autres demandeurs n'en disposeraient pas encore ; qu'il en résulterait une situation de discrimination ; qu'il est dès lors nécessaire que ce dispositif puisse entrer en vigueur dans les meilleurs délais afin de permettre aux différents demandeurs de pouvoir solliciter un agrément dans le cadre de cette procédure simplifiée ;

Considérant que, pour ce qui concerne les modalités encadrant la publicité visant la commercialisation des animaux, il convient de pouvoir mettre à disposition cette procédure d'agrément simplifiée dans les meilleurs délais de manière à ce que les éleveurs ne soient pas contraints, pour une période plus ou moins courte, de mettre hors ligne leur site internet qu'ils éditent ou la page restreinte sur les réseaux sociaux dont ils sont gestionnaires ; ce qui occasionnerait une charge disproportionnée ;

Considérant que l'adoption de cet arrêté et son entrée en vigueur doivent, pour les motifs dûment justifiés, intervenir dans les meilleurs délais ;

Considérant l'avis du Conseil wallon du bien-être des animaux donné le 1^{er} décembre 2016 concernant le projet de réforme relatif à l'élevage et au commerce de chiens en Wallonie ;

Sur la proposition du Ministre du Bien-être animal ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1*bis* de l'arrêté royal du 27 avril 2007 portant les conditions d'agrément des établissements pour animaux et portant les conditions de commercialisation des animaux, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le 1^o, les mots « élevage occasionnel, » sont insérés entre les mots « selon le cas » et « élevage amateur » ;

2^o le 1^o/4 est remplacé comme suit :

« 1/4^o Eleveur occasionnel : celui qui commercialise au maximum deux portées de chiens ou de chats par an, issues de son propre élevage. ».

Art. 2. Dans l'article 2 du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, un *2bis* est inséré comme suit :

« *2bis* élevage occasionnel : 20 euros. » ;

2° il est inséré un paragraphe *2bis* rédigé comme suit :

« § *2bis*. Pour l'élevage occasionnel, les documents suivants sont joints au formulaire de demande d'agrément :

a) une attestation dûment complétée et signée par le vétérinaire traitant, certifiant que tous les animaux présents font l'objet de soins attentifs du point de vue de la santé, du bien-être et de la socialisation. Le modèle d'attestation figure à l'annexe Ibis ;

b) une preuve de paiement des frais tels que déterminés au § 1^{er}, 2°bis. » ;

3° il est inséré un paragraphe 5/2 rédigé comme suit :

« § 5/2. Par dérogation aux paragraphes 5 et 5/1, le Service accuse réception de la demande d'agrément relative à un élevage occasionnel dans un délai de quinze jours calendrier à compter de sa réception, et invite le demandeur à compléter son dossier lorsque celui-ci n'est pas complet. » ;

4° il est inséré un paragraphe 7/2 rédigé comme suit :

« § 7/2. Par dérogation aux paragraphes 6, 7 et 7/1, le Service délivre un numéro d'agrément dans les trente jours calendrier de la réception d'une demande d'agrément complète. Le numéro d'agrément est valable à compter du lendemain du jour de sa délivrance pour une durée de six ans. ».

Art. 3. Sous le chapitre III du même arrêté royal, un article *3bis* est inséré comme suit :

« Art. *3bis*. Les dispositions suivantes ne sont pas applicables aux élevages occasionnels :

- art. 5, § 1^{er} ;

- art. 6 ;

- art. 7, § 2, alinéa 3 ;

- art. 7, § 8 ;

- art. 8, alinéa 2 ;

- art. 10 ;

- art. 19/1 ;

- art. 19, § 3. ».

Art. 4. L'article 8 du même arrêté royal est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8. Le personnel traite les animaux avec douceur et compétence. Une présence interactive minimale est assurée entre le lever et le coucher du soleil pour favoriser la socialisation des animaux à l'homme. ».

Art. 5. À l'article 19/5, alinéa 1^{er}, du même arrêté royal, le 2° est abrogé.

Art. 6. Sous le chapitre IV du même arrêté royal, un article *26bis* est inséré comme suit :

« Art. *26bis*. Les dispositions suivantes ne sont pas applicables aux élevages occasionnels :

- art. 29 ;

- art. 30 ;

- art. 31. ».

Art. 7. L'article 27/1 du même arrêté royal est abrogé.

Art. 8. A l'article 28/1, alinéa 1^{er}, du même arrêté royal, le mot « occasionnel » est abrogé.

Art. 9. A l'article 30 du même arrêté royal, le paragraphe 2 est abrogé.

Art. 10. L'article 33 du même arrêté royal est abrogé.

Art. 11. L'article 34/1 du même arrêté royal est abrogé.

Art. 12. Dans l'arrêté royal du 27 avril 2007 portant les conditions d'agrément des établissements pour animaux et portant les conditions de commercialisation des animaux, l'annexe I^{er} est remplacée par l'annexe I jointe au présent arrêté.

Art. 13. Dans l'arrêté royal du 27 avril 2007 portant les conditions d'agrément des établissements pour animaux et portant les conditions de commercialisation des animaux, il est inséré une annexe Ibis qui est jointe en annexe II au présent arrêté.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 11 mai 2017.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

Annexe I

Annexe Ière à l'arrêté royal du 27 avril 2007 portant les conditions d'agrément des établissements pour animaux et portant les conditions de commercialisation des animaux - Formulaire de demande d'agrément

Cette demande est à renvoyer au :

Service Public de Wallonie
Direction générale opérationnelle
Agriculture, Ressources naturelles et
Environnement
Département du Développement
Direction de la Qualité
Service du Bien-être animal
Chaussée de Louvain, 14
5000 Namur

Veillez compléter votre demande en lettres MAJUSCULES

<p><i>Demande d'agrément pour ¹:</i></p> <p><input type="checkbox"/> <i>un élevage de chiens</i></p> <p><input type="checkbox"/> <i>un élevage de chats</i></p> <p><input type="checkbox"/> <i>une pension pour chien/chat</i></p> <p><input type="checkbox"/> <i>un refuge</i></p> <p><input type="checkbox"/> <i>un établissement commercial</i></p> <p><i>Pour l'établissement commercial préciser les sortes d'animaux détenus :</i></p> <p><input type="checkbox"/> <i>oiseaux</i></p> <p><input type="checkbox"/> <i>poissons</i></p> <p><input type="checkbox"/> <i>rongeurs</i></p> <p><input type="checkbox"/> <i>lapins</i></p> <p><input type="checkbox"/> <i>furets</i></p> <p><input type="checkbox"/> <i>amphibiens</i></p> <p><input type="checkbox"/> <i>reptiles</i></p> <p><input type="checkbox"/> <i>autres</i></p>	<p><u><i>CADRE RESERVE A LA DIRECTION DE LA QUALITE -SERVICE DU BIEN-ETRE ANIMAL</i></u></p> <p><i>Date de réception de la demande d'agrément complète :.....</i></p> <p><i>Délivrance :</i></p> <p><input type="checkbox"/> <i>d'un agrément provisoire – date :</i></p> <p><input type="checkbox"/> <i>d'un numéro d'agrément – date :</i></p> <p><input type="checkbox"/> <i>d'un certificat d'agrément – date :</i></p> <p><i>Avis du service sur visite de contrôle :</i></p> <p><input type="checkbox"/> <i>favorable</i></p> <p><input type="checkbox"/> <i>défavorable</i></p> <p><input type="checkbox"/> <i>favorable avec restriction :</i></p> <p style="margin-left: 20px;"><input type="checkbox"/> <i>sortes :.....</i></p> <p style="margin-left: 20px;"><input type="checkbox"/> <i>racés :.....</i></p> <p style="margin-left: 20px;"><input type="checkbox"/> <i>espèces :.....</i></p> <p style="margin-left: 20px;"><input type="checkbox"/> <i>nombre :.....</i></p> <p><i>Copie à la commune le :.....</i></p>
---	--

¹ Vous ne pouvez cocher qu'une seule case parmi : élevage pour chien, élevage pour chat, pension pour chien/chat, refuge, établissement commercial. En effet, lorsque plusieurs établissements sont situés à la même adresse postale, il y a lieu d'introduire des demandes d'agrément séparées pour chaque établissement.

ETABLISSEMENT

Nom

Adresse..... n° bte

Code postal Commune / Ville

Site Internet

Tél. Fax Courriel

Jours et heures d'ouverture

GESTIONNAIRE

Nom

Adresse..... n° bte

Code postal Commune / Ville

Tél. Fax Mail

Renseignements en cas de demande d'agrément pour un élevage²

Sorte	Nombre		Race
	animaux détenus	femelles reproductrices	
Elevage de chiens <input type="checkbox"/> élevage occasionnel <input type="checkbox"/> élevage amateur <input type="checkbox"/> élevage professionnel <input type="checkbox"/> élevage commerçant			
Elevage de chats <input type="checkbox"/> élevage occasionnel <input type="checkbox"/> élevage amateur <input type="checkbox"/> élevage professionnel <input type="checkbox"/> élevage commerçant			

² Ne concerne pas les pensions, refuges et établissements commerciaux.

Renseignement concernant les locaux faisant partie de l'établissement³

Énumération des différentes pièces où sont hébergés les animaux

Renseignements concernant la composition du personnel⁴

Nombre de personnes, tâches et temps consacré, diplômes éventuels.

³ Concerne tous les établissements (élevages, pensions, refuges et établissements commerciaux).

⁴ Ne concerne pas les élevages occasionnels.

Veillez joindre à cette demande :

En cas d'élevage occasionnel⁵

- *l'attestation dûment complétée et signée par le vétérinaire traitant (ANNEXE Ibis)*
- *la preuve de paiement des frais liés à l'agrément*

En cas d'établissement autre qu'élevage occasionnel⁶

- *le contrat vétérinaire dûment complété (ANNEXE V)*
- *la preuve de paiement des frais liés à l'agrément⁷*
- *le plan schématique de l'établissement avec précision de la fonction des différents locaux et de leurs dimensions*

Je soussigné, demandeur et gestionnaire de l'établissement, déclare que les données mentionnées ci-dessus sont exactes.

Le

à

Signature du gestionnaire

NB : Les demandes de permis d'environnement doivent être introduites auprès de l'administration communale sur le territoire de laquelle se situe l'établissement.

⁵ Ne concerne pas les élevages amateurs, professionnels ou commerçants, ni les pensions, refuges et établissements commerciaux.

⁶ Concerne les élevages (amateurs/professionnels/commerçants) de chiens et chats, les pensions, refuges et établissements commerciaux.

⁷ Le paiement de ces frais n'est pas exigé lorsque la demande d'agrément concerne un refuge pour animaux.

Annexe II

Annexe Ibis à l'arrêté royal du 27 avril 2007 portant les conditions d'agrément des établissements pour animaux et portant les conditions de commercialisation des animaux - attestation du vétérinaire traitant

Je soussigné, Dr vétérinairedéclare avoir réalisé, en date du un examen de l'élevage occasionnel dont Madame/Monsieur⁸est le gestionnaire.

J'atteste que tous les animaux présents font l'objet de soins attentifs du point de vue de la santé, du bien-être et de la socialisation.

Nombre d'animaux détenus : dont femelle(s) reproductrice(s) et mâle(s).

Race⁹ :

Numéro d'identification des animaux :

Condition des animaux¹⁰

- Santé (vaccination, traitement préventifs) :

Validé :

Non Validé :

- Entretien :

Validé :

Non Validé :

⁸ Biffer la mention inutile

⁹ Indiquer la race, le croisement ou s'il s'agit d'un animal sans race spécifique

¹⁰ Cochez la case correspondante. En cas de réponse positive, veuillez apprécier selon la gradation suivante : satisfaisant – bon – excellent. En cas de réponse négative, veuillez préciser.

- Corpulence :

Validé :

Non Validé :

- Socialisation :

Validé :

Non Validé :

Conditions de détention¹¹

- Logement (espace/ventilation/luminosité/température/abri si logement extérieur..) :

Validé :

Non Validé :

- Conditions d'hygiène :

Validé :

Non Validé :

¹¹ *Idem.*

Commentaire(s) et conseil(s) éventuel(s)

Fait à, le

Signature du vétérinaire :

Je soussigné, demandeur et gestionnaire de l'établissement, prend acte des données mentionnées ci-dessus.

Le

à

Signature du gestionnaire

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2017/12303]

11. MAI 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 27. April 2007 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen für Einrichtungen für Tiere und der Bedingungen für die Vermarktung von Tieren, was die Zulassung für die gelegentliche Zucht betrifft

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere, Artikel 5, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Mai 1995, durch den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001, durch das Programmgesetz vom 22. Dezember 2003 und durch das Gesetz vom 23. Juni 2004, Artikel 9, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Mai 1995, durch das Programmgesetz vom 22. Dezember 2003 und durch das Gesetz vom 1. März 2007, Artikel 10, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Mai 1995, Artikel 11*bis*, abgeändert durch das Dekret vom 10. November 2016;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 27. April 2007 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen für Einrichtungen für Tiere und der Bedingungen für die Vermarktung von Tieren;

Aufgrund des in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts;

Aufgrund der am 4. Mai 2017 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 11. Mai 2017 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Artikel 3 § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung einerseits des Dekrets vom 10. November 2016 zur Abänderung des Artikels 11*bis* des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere, was die Bekanntmachung zwecks der Vermarktung von Tierarten betrifft;

In der Erwägung, dass diese Regelung, die der Bekanntmachung zwecks der Vermarktung der Tiere einen rechtlichen Rahmen verleiht, am 1. Juni 2017 in Kraft tritt; dass die Zulassung für die gelegentlichen Züchter vor diesem Inkrafttreten einzuführen ist, damit erstens die auf Initiative Letzterer zwecks der Vermarktung der Hunde und Katzen aus ihrer Zucht herausgegebenen Zeitschriften und Websites als spezialisiert im Sinne des vorerwähnten Dekrets gelten können und zweitens diese Züchter aufgrund ihrer Zulassung weiterhin Bekanntmachungen auf den sozialen Netzwerken über eine nur von ihnen verwaltete Seite mit eingeschränktem Zugriff veröffentlichen können;

In Erwägung einerseits des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2016 über die Sterilisation der Hauskatzen;

In der Erwägung, dass dieser Erlass, in dem grundsätzlich vorgesehen ist, dass die Sterilisation der Katzen Pflicht ist, noch nicht in Kraft getreten ist; dass in diesem Erlass jedoch für die Personen, die über eine Zulassung verfügen, eine Abweichung vorgesehen wird; dass die einzigen bis heute vorgesehenen Zulassungen die im Königlichen Erlass vom 27. April 2007 erwähnten Zulassungen sind, das heißt zumindest die Zulassungen für die Hobbyzuchtstätten;

In der Erwägung, dass in Ermangelung eines vereinfachten Verfahrens für Züchter, die höchstens drei Würfe von Hunden oder Katzen pro Jahr vermarkten, diese Züchter, wenn sie in den Genuss der aufgrund des Dekrets vom 10. November 2016 und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2016 vorgesehenen spezifischen Bestimmungen gelangen möchten, einem Verfahren unterzogen werden, das im Verhältnis zu der geplanten Vermarktung unverhältnismäßig aufwendig ist; dass dies konkret bedeutet, dass diese Züchter eine der gegenwärtig im Königlichen Erlass vom 27. April 2007 erwähnten Zulassungen beantragen müssen, welche hohen Anforderungen unterliegen;

In der Erwägung, dass zudem für die gegenwärtig im Königlichen Erlass vom 27. April 2007 erwähnten Zulassungen eine vorherige Besichtigung der Einrichtungen erforderlich ist, um die Zulassung ausstellen zu können;

dass die Antragsteller unter diesen Bedingungen in Anbetracht der Flut von Zulassungsanträgen, die eingereicht würden, innerhalb der Fristen für das Inkrafttreten der beiden vorerwähnten Gesetzgebungen womöglich keine Antwort auf ihren Antrag erhalten werden;

dass demnach die Gefahr groß ist, dass manche Personen beim Inkrafttreten dieser Bestimmungen bereits eine Zulassung erhalten haben, während andere Antragsteller noch nicht über eine Zulassung verfügen;

dass daraus eine Diskriminierung entstehen würde; dass es demnach notwendig ist, dass diese Vorkehrung schnellstmöglich in Kraft treten kann, um den verschiedenen Antragstellern zu ermöglichen, die Zulassung im Rahmen dieses vereinfachten Verfahrens beantragen zu können;

In der Erwägung, dass betreffend die Modalitäten, durch die der Bekanntmachung zwecks der Vermarktung der Tiere ein rechtlicher Rahmen verliehen wird, dieses vereinfachte Zulassungsverfahren schnellstmöglich zur Verfügung zu stellen ist, damit die Züchter nicht gezwungen sind, die von ihnen erstellte Website oder die von ihnen verwaltete Seite mit eingeschränktem Zugriff auf den sozialen Netzwerken für einen mehr oder weniger kurzen Zeitraum offline zu schalten, was einen unverhältnismäßig großen Aufwand darstellen würde;

In der Erwägung, dass die Verabschiedung dieses Erlasses und sein Inkrafttreten aus gebührenden Gründen schnellstmöglich erfolgen müssen;

In Erwägung des am 1. Dezember 2016 vom Wallonischen Rat für das Wohlbefinden der Tiere ("Conseil wallon du bien-être des animaux") abgegebenen Gutachtens bezüglich des Reformentwurfs über die Zucht und die Vermarktung von Hunden in der Wallonie;

Auf Vorschlag des Ministers für Tierschutz;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1*bis* des Königlichen Erlasses vom 27. April 2007 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen für Einrichtungen für Tiere und der Bedingungen für die Vermarktung von Tieren werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Ziffer 1 werden die Wörter "gelegentliche Zuchtstätte" zwischen die Wörter "je nach Fall" und "Hobbyzuchtstätte" eingefügt;

2° Ziffer 1/4 wird durch Folgendes ersetzt:

"1/4 gelegentlichem Züchter: wer höchstens zwei Würfe von Hunden oder Katzen aus seiner eigenen Zucht vermarktet."

Art. 2 - In Artikel 2 desselben Königlichen Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 wird eine Ziffer *2bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"*2bis* gelegentliche Zuchtstätte: 20 Euro.";

2° es wird ein Paragraph *2bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ *2bis* Für die gelegentliche Zuchtstätte werden dem Antragsformular zur Zulassung folgende Unterlagen beigefügt:

a) eine vom behandelnden Tierarzt ordnungsgemäß ausgefüllte und unterzeichnete Bescheinigung, durch die belegt wird, dass alle vorhandenen Tiere hinsichtlich ihrer Gesundheit, ihres Wohlbefindens und ihrer Sozialisierung sorgfältig gepflegt werden. Das Muster der Bescheinigung wird in Anhang Ibis angeführt;

b) einen Zahlungsnachweis für die in § 1 Ziffer *2bis* erwähnten Kosten.";

3° es wird ein Paragraph 5/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ 5/2 In Abweichung von den Paragraphen 5 und 5/1 bestätigt der Dienst innerhalb einer Frist von fünfzehn Kalendertagen ab dem Eingang des Zulassungsantrags bezüglich der gelegentlichen Zuchtstätte dessen Empfang und fordert den Antragsteller auf, seine Akte zu vervollständigen, wenn diese unvollständig ist.";

4° es wird ein Paragraph 7/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ 7/2 In Abweichung von den Paragraphen 6, 7 und 7/1 erteilt der Dienst innerhalb von dreißig Kalendertagen ab dem Eingang eines vollständigen Zulassungsantrag eine Zulassungsnummer. Die Zulassungsnummer ist ab dem Tag, der auf denjenigen seiner Erteilung folgt, für eine Dauer von sechs Jahren gültig.".

Art. 3 - Unter Kapitel III desselben Königlichen Erlasses wird ein Artikel *3bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. *3bis* - Folgende Bestimmungen sind nicht auf die gelegentlichen Zuchtstätten anwendbar:

- Art. 5 § 1;

- Art. 6;

- Art. 7 § 2 Absatz 3;

- Art. 7 § 8;

- Art. 8 Absatz 2;

- Art. 10;

- Art. 19/1;

- Art. 19 § 3.".

Art. 4 - Artikel 8 desselben Königlichen Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 8 - Das Personal behandelt die Tiere behutsam und fachkundig. Zwischen Sonnenaufgang und Sonnenuntergang ist eine minimale interaktive Anwesenheit gewährleistet, damit sich die Tiere besser an Menschen gewöhnen.".

Art. 5 - In Artikel 19/5 Absatz 1 desselben Königlichen Erlasses wird Ziffer 2 außer Kraft gesetzt.

Art. 6 - Unter Kapitel IV desselben Königlichen Erlasses wird ein Artikel *26bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. *26bis* - Folgende Bestimmungen sind nicht auf die gelegentlichen Zuchtstätten anwendbar:

- Art. 29;

- Art. 30;

- Art. 31.".

Art. 7 - Artikel 27/1 desselben Königlichen Erlasses wird außer Kraft gesetzt.

Art. 8 - In Artikel 28/1 Absatz 1 desselben Königlichen Erlasses wird das Wort "gelegentlichem" gestrichen.

Art. 9 - In Artikel 30 desselben Königlichen Erlasses wird Paragraph 2 außer Kraft gesetzt.

Art. 10 - Artikel 33 desselben Königlichen Erlasses wird außer Kraft gesetzt.

Art. 11 - Artikel 34/1 desselben Königlichen Erlasses wird außer Kraft gesetzt.

Art. 12 - In dem Königlichen Erlass vom 27. April 2007 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen für Einrichtungen für Tiere und der Bedingungen für die Vermarktung von Tieren wird Anhang I durch den dem vorliegenden Erlass beigefügten Anhang I ersetzt.

Art. 13 - In dem Königlichen Erlass vom 27. April 2007 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen für Einrichtungen für Tiere und der Bedingungen für die Vermarktung von Tieren wird ein Anhang Ibis eingefügt, der dem vorliegenden Erlass als Anhang II beigefügt wird.

Art. 14 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

Namur, den 11. Mai 2017

Der Ministerpräsident
P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen und Tierschutz
C. DI ANTONIO

Anhang I

Anhang I zum Königlichen Erlass vom 27. April 2007 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen für Einrichtungen für Tiere und der Bedingungen für die Vermarktung von Tieren – Antragsformular zur Zulassung

Dieser Antrag ist einzusenden an:

Öffentlicher Dienst der Wallonie
Operative Generaldirektion der
Landwirtschaft, der Naturschätze und
der Umwelt
Abteilung Entwicklung
Direktion der Qualität
Tierschutzeinheit
Chaussée de Louvain, 14
5000 Namur

Der Antrag ist in GROSSBUCHSTABEN auszufüllen

<p>Zulassungsantrag für¹:</p> <p><input type="checkbox"/> eine Hundezuchtstätte</p> <p><input type="checkbox"/> eine Katzensuchtstätte</p> <p><input type="checkbox"/> eine Hunde/Katzenpension</p> <p><input type="checkbox"/> ein Tierheim</p> <p><input type="checkbox"/> ein Tierhandelsunternehmen</p> <p>Für das Handelsunternehmen die gehaltenen Tierarten angeben:</p> <p><input type="checkbox"/> Vögel</p> <p><input type="checkbox"/> Fische</p> <p><input type="checkbox"/> Nagetiere</p> <p><input type="checkbox"/> Kaninchen</p> <p><input type="checkbox"/> Frettchen</p> <p><input type="checkbox"/> Amphibien</p> <p><input type="checkbox"/> Reptilien</p> <p><input type="checkbox"/> Sonstige</p>	<p><u>DER DIREKTION DER QUALITÄT –</u> <u>TIERSCHUTZEINHEIT VORBEHALTENES FELD</u></p> <p>Eingangsdatum des vollständigen Zulassungsantrags:.....</p> <p>Ausstellung:</p> <p><input type="checkbox"/> einer vorläufigen Zulassung - Datum:</p> <p><input type="checkbox"/> einer Zulassungsnummer - Datum:</p> <p><input type="checkbox"/> einer Zulassungsbescheinigung - Datum:</p> <p>Stellungnahme des Dienstes über den Kontrollbesuch:</p> <p><input type="checkbox"/> günstig</p> <p><input type="checkbox"/> ungünstig</p> <p><input type="checkbox"/> günstig mit Einschränkungen:</p> <p style="margin-left: 20px;"><input type="checkbox"/> Zuchtsorten:....</p> <p style="margin-left: 20px;"><input type="checkbox"/> Rassen:.....</p> <p style="margin-left: 20px;"><input type="checkbox"/> Arten:.....</p> <p style="margin-left: 20px;"><input type="checkbox"/> Anzahl:....</p> <p>Abschrift an die Gemeinde von:</p>
---	---

¹ Sie dürfen unter den folgenden Feldern nur eines ankreuzen: Hundezuchtstätte, Katzensuchtstätte, Hunde/Katzenpension, Tierheim, Tierhandelsunternehmen. Befinden sich mehrere Einrichtungen an derselben Postanschrift, müssen für jede Einrichtung getrennte Zulassungsanträge eingereicht werden.

EINRICHTUNG

Name

Anschrift..... Nr. Bfk

Postleitzahl Gemeinde / Stadt

Internet-Website

.....

Tel. Fax E-Mail

Öffnungstage und -zeiten

.....

VERWALTER

Name

Anschrift..... Nr. Bfk

Postleitzahl Gemeinde / Stadt

Tel.: Fax E-Mail

Auskünfte im Falle eines Zulassungsantrags für eine Zuchtstätte²

Art	Anzahl		Rasse
	Gehaltene Tiere	Weibliche Zuchttiere	
Hundezuchtstätte <input type="checkbox"/> gelegentliche Zuchtstätte <input type="checkbox"/> Hobbyzuchtstätte <input type="checkbox"/> gewerbsmäßige Zuchtstätte <input type="checkbox"/> handeltreibende Zuchtstätte			
Katzenzuchtstätte <input type="checkbox"/> gelegentliche Zuchtstätte <input type="checkbox"/> Hobbyzuchtstätte <input type="checkbox"/> gewerbsmäßige Zuchtstätte <input type="checkbox"/> handeltreibende Zuchtstätte			

² Pensionen, Tierheime und Tierhandelsunternehmen sind nicht davon betroffen.

Auskunft über die Räumlichkeiten, die zu der Einrichtung gehören³

Liste der verschiedenen Räume, in denen die Tiere untergebracht sind

Auskünfte über die Zusammensetzung des Personals⁴

Anzahl Personen, Aufgaben und Zeitaufwand, eventuelle Diplome.

Diesem Antrag sind beizufügen:

³ Dies betrifft alle Einrichtungen (Zuchtstätten, Pensionen, Tierheime und Tierhandelsunternehmen).

⁴ Gelegentliche Zuchtstätten sind nicht betroffen.

Im Falle einer gelegentlichen Zuchtstätte⁵

- die von dem behandelnden Tierarzt ordnungsgemäß ausgefüllte und unterzeichnete Bescheinigung (ANHANG Ibis)
- der Zahlungsnachweis für die mit der Zulassung verbundenen Kosten

Im Falle einer anderen Einrichtung als der gelegentlichen Zuchtstätte⁶

- der ordnungsgemäß ausgefüllte Tierarztvertrag (ANHANG V)
- der Zahlungsnachweis für die mit der Zulassung verbundenen Kosten⁷
- der schematische Plan der Einrichtung mit Angabe der Funktion und der Abmessungen der verschiedenen Räumlichkeiten

Ich Unterzeichneter, Antragsteller und Verwalter der Einrichtung, erkläre hiermit, dass die oben angegebenen Daten richtig sind.

Am

zu

Unterschrift des Verwalters

Anmerkung: Die Anträge auf eine Umweltgenehmigung sind bei der Gemeindeverwaltung einzureichen, auf deren Gebiet sich die Einrichtung befindet.

⁵ Weder Hobbyzuchtstätten, gewerbsmäßige oder handeltreibende Zuchtstätten, noch Pensionen, Tierheime und handeltreibende Einrichtungen sind betroffen.

⁶ Betrifft Zuchtstätten (Hobby/ Gewerbe/Handel) für Hunde und Katzen, Pensionen, Tierheime und handeltreibende Einrichtungen.

⁷ Die Zahlung dieser Kosten wird nicht gefordert, wenn der Zulassungsantrag ein Tierheim betrifft.

Anhang II

Anhang *Ibis* des Königlichen Erlasses vom 27. April 2007 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen für Einrichtungen für Tiere und der Bedingungen für die Vermarktung von Tieren – Bescheinigung des behandelnden Tierarztes

Ich Unterzeichneter, Tierarzt Dr. erkläre hiermit, dass ich am die gelegentliche Zuchtstätte, die von Frau/Herrn⁸ verwaltet wird, geprüft habe.

Ich bescheinige, dass alle vorhandenen Tiere hinsichtlich ihrer Gesundheit, ihres Wohlbefindens und ihrer Sozialisierung sorgfältig gepflegt werden.

Anzahl der gehaltenen Tiere: worunter weibliche(s) Zuchttier) und männliche(s) Tier(e).

Rasse⁹:

Identifizierungsnummer der Tiere:

Zustand der Tiere¹⁰

- Gesundheit (Impfung, vorbeugende Behandlungen):

Gültig:

Nicht gültig:

- Unterhalt:

Gültig:

Nicht gültig:

⁸ Unzutreffendes bitte streichen

⁹ Geben Sie an, ob es sich um eine Rasse, eine Kreuzung oder ein Tier ohne spezifische Rasse handelt.

¹⁰ Kreuzen Sie das betreffende Feld an. Im Falle einer positiven Antwort schätzen Sie die folgende Abstufung ein: Zufriedenstellend – gut – ausgezeichnet. Im Falle einer negativen Antwort, geben Sie die Gründe an.

- Korpulenz:

Gültig:

Nicht gültig:

- Sozialisierung:

Gültig:

Nicht gültig:

Haltungsbedingungen¹¹

- Unterbringung (Raum/Belüftung/Lichtverhältnisse/Temperatur/Unterkunft bei Außenhaltung...):

Gültig:

Nicht gültig:

- Hygieneverhältnisse:

Gültig:

Nicht gültig:

Eventuelle Bemerkung(en) und Ratschlag("e)

¹¹ *Idem.*

Geschehen zu, am.....

Unterschrift des Tierarztes:

Ich Unterzeichneter, Antragsteller und Verwalter der Einrichtung, erkläre hiermit, dass die oben angegebenen Daten richtig sind.

Am:

zu

Unterschrift des Verwalters

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2017/12303]

11 MEI 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 april 2007 houdende erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake de verhandeling van dieren wat betreft de erkenning voor de occasionele kwekerij

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren, artikel 5, gewijzigd bij de wet van 4 mei 1995, bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001, bij de programmawet van 22 december 2003 en bij de wet van 23 juni 2004, artikel 9, gewijzigd bij de wet van 4 mei 1995, bij de programmawet van 22 december 2003 en bij de wet van 1 maart 2007, artikel 10, vervangen bij de wet van 4 mei 1995, artikel 11*bis*, gewijzigd bij het decreet van 10 november 2016;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 april 2007 houdende erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake de verhandeling van dieren;

Gelet op het rapport opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 4 mei 2017;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 11 mei 2017;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid ;

Gelet, enerzijds, op het decreet van 10 november 2016 tot wijziging van artikel 11 bis van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren wat betreft de publiciteit met het oog op de verhandeling van dieren;

Overwegende dat die regelgeving inzake reclame met het oog op de verhandeling van dieren op 1 juni 2017 in werking treedt; dat de erkenning die de occasionele kwekers betreft, voor die inwerkingtreding uitgevoerd moet worden opdat, ten eerste, de tijdschriften en websites uitgegeven op initiatief van laatstgenoemden voor de verhandeling van de honden en katten uit hun kwekerij kunnen worden beschouwd als gespecialiseerd in de zin van bovenvermeld decreet en dat, ten tweede, deze kwekers met hun erkenning kunnen voortzetten met het uitgeven van de reclames op de sociale netwerken alleen via een webpage met beperkte toegang waarvan ze beheerders zijn;

Gelet op enerzijds het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2016 betreffende de sterilisatie van huiskatten;

Overwegende dat bedoeld besluit dat in principe in de verplichte sterilisatie van de katten voorziet, nog niet in werking is getreden; dat bedoeld besluit evenwel voorziet in een afwijking voor de personen die een erkenning genieten; dat enkel de thans voorziene erkenningen de erkenningen bedoeld in bovenvermeld koninklijk besluit van 27 april 2007 zijn, namelijk minstens de erkenning die de amateurkwekerijen betreft;

Overwegende dat de kwekers die zouden wensen in aanmerking te komen voor de specifieke bepalingen voorzien krachtens het decreet van 10 november 2016 en het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2016 bij gebrek aan een vereenvoudigd mechanisme voor eerstgenoemden wanneer ze maximum drie nesten honden of katten per jaar verhandelen, onderworpen zullen worden aan een procedure die niet in verhouding staat tot de impact van de geplande verhandeling; dat deze kwekers concreet één van de in het koninklijk besluit van 27 april 2007 bedoelde erkenningen , die onderworpen zijn aan belangrijke eisen, zullen moeten aanvragen;

Overwegende dat de erkenningen die thans bedoeld zijn in het koninklijk besluit van 27 april 2007 overigens een voorafgaandelijk bezoek van de installaties vereisen om de erkenning te kunnen toekennen; dat de aanvragers, rekening houdende met de stroom erkenningsaanvragen die ingediend zouden moeten worden, dan ook dreigen onder die omstandigheden geen antwoord te krijgen op hun aanvraag binnen de termijnen van inwerkingtreding van de twee bovenvermelde wetgevingen; dat er dan ook een aanzienlijk risico bestaat dat sommige personen een erkenning kunnen genieten op het moment van de inwerkingtreding van deze regelingen terwijl andere aanvragers daarvan nog niet zouden genieten; dat daaruit een discriminatie zou voortvloeien; dat het dan ook nodig is dat die regeling zo spoedig mogelijk in werking treedt om de verschillende aanvragers in staat te stellen een erkenning in het kader van die vereenvoudigde procedure te kunnen aanvragen;

Overwegende dat het, wat de modaliteiten m.b.t. reclame voor de verhandeling van de dieren betreft, past deze vereenvoudigde erkenningsprocedure zo spoedig mogelijk ter beschikking te stellen zodat de kwekers voor een min of meer korte periode niet verplicht zouden zijn de website die ze uitgeven of de webpage met beperkte toegang op de sociale netwerken waarvan ze beheerders zijn, offline te zetten; wat een onevenredige last tot gevolg zou hebben;

Overwegende dat de aanneming van dat besluit en zijn inwerkingtreding zo spoedig mogelijk om behoorlijk verantwoorde redenen moeten plaatsnemen;

Gelet op het advies van de "Conseil wallon du bien-être des animaux" (Waalse Raad voor dierenwelzijn) gegeven op 1 december 2016 betreffende het ontwerp tot hervorming van de kwekerij en de verhandeling van honden in Wallonië;

Op de voordracht van de Minister van Dierenwelzijn;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1*bis* van het koninklijk besluit van 27 april 2007 houdende erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake de verhandeling van dieren worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1° worden de woorden "occasionele kwekerij" ingevoegd tussen de woorden "naargelang het geval" en het woord "hobbykwekerij";

2° punt 1°/4 wordt vervangen door wat volgt:

"1°4/ Occasionele kweker : hij die maximum twee nesten honden of katten per jaar afkomstig uit zijn eigen kwekerij verhandelt."

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° er wordt in § 1 een punt *2bis* ingevoegd, luidend als volgt:

"*2bis* occasionele kwekerij: 20 euro.";

2° er wordt een paragraaf *2bis* ingevoegd, luidend als volgt:

« § *2bis*. Voor de occasionele kwekerij worden de volgende documenten bij het aanvraagformulier voor een erkenning gevoegd:

a) een door de behandelende dierenarts behoorlijk ingevuld en getekend attest waaruit blijkt dat de aanwezige dieren het voorwerp uitmaken van zorgvuldige verzorging op het gebied van de gezondheid, het welzijn en de gewenning. Het attestmodel wordt in bijlage Ibis vermeld;

b) een bewijs van betaling van de kosten zoals bepaald in § 1, *2bis*.";

3° er wordt een paragraaf 5/2 ingevoegd, luidend als volgt:

"§ 5/2. In afwijking van de §§ 5 en 5/1 bericht de Dienst ontvangst van de erkenningsaanvraag betreffende een occasionele kwekerij binnen een termijn van vijftien kalenderdagen na ontvangst ervan en verzoekt hij de aanvrager om zijn dossier in te vullen wanneer het niet volledig is.";

4° er wordt een paragraaf 7/2 ingevoegd, luidend als volgt:

"§ 7/2. In afwijking van de §§ 6, 7 en 7/1 kent de Dienst een erkenningsnummer toe binnen dertig kalenderdagen na ontvangst van een volledige erkenningsaanvraag. Het erkenningsnummer is geldig te rekenen van de dag volgend op de dag van de toekenning ervan voor een duur van zes jaar."

Art. 3. In Hoofdstuk III van hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel *3bis* ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. *3bis*. De volgende bepalingen zijn niet van toepassing op de occasionele kwekerijen:

- Art. 5, § 1;

- art. 6 ;

- art. 7 , § 2, derde lid ;

- art. 7, § 8 ;

- art. 8, tweede lid;

- art. 10 ;

- art. 19/1 ;

- art. 19, § 3. "

Art. 4. Artikel 8 van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen als volgt:

"Art. 8. Het personeel behandelt dieren met zachtheid en bekwaamheid. Tussen zonsopgang en zonsondergang is een minimale interactieve aanwezigheid verzekerd om gewenning van de dieren aan mensen te bevorderen."

Art. 5. In artikel 19/5, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit wordt punt 2° opgeheven.

Art. 6. In Hoofdstuk IV van hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel *26bis* ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. *26bis*. De volgende bepalingen zijn niet van toepassing op de occasionele kwekerijen:

- art. 29 ;

- art. 30 ;

- art. 31. "

Art. 7. Artikel 27/1 van hetzelfde koninklijk besluit wordt opgeheven.

Art. 8. In artikel 28/1, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit wordt het woord "occasionele" opgeheven.

Art. 9. In artikel 30 van hetzelfde koninklijk besluit wordt paragraaf 2 opgeheven.

Art. 10. Artikel 33 van hetzelfde koninklijk besluit wordt opgeheven.

Art. 11. Artikel 34/1 van hetzelfde koninklijk besluit wordt opgeheven.

Art. 12. In het koninklijk besluit van 27 april 2007 houdende erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake de verhandeling van dieren wordt bijlage I vervangen door bijlage I die bij dit besluit gaat.

Art. 13. In het koninklijk besluit van 27 april 2007 houdende erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake de verhandeling van dieren wordt een bijlage Ibis, opgenomen als bijlage II bij dit besluit, ingevoegd.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 11 mei 2017.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

Bijlage I

Bijlage I bij het koninklijk besluit van 27 april 2007 houdende erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake de verhandeling van dieren - Aanvraagformulier voor een erkenning

Die aanvraag is terug te sturen naar:

WAALSE OVERHEIDSDIENST
"Direction générale opérationnelle
Agriculture, Ressources naturelles et
Environnement" (Operationeel
directoraat-generaal Landbouw,
Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu)
"Département du Développement"
(Departement Ontwikkeling)
"Direction de la Qualité" (Directie
Kwaliteit)
"Service du Bien-être animal" (Dienst
Dierenwelzijn);
Chaussée de Louvain, 14
5000 NAMUR

Gelieve uw aanvraag met HOOFDLETTERS in te vullen

<p>Erkenningsaanvraag voor¹:</p> <p><input type="checkbox"/> een hondenkwekerij</p> <p><input type="checkbox"/> een kattenkwekerij</p> <p><input type="checkbox"/> een hondenpension/kattenpension</p> <p><input type="checkbox"/> een dierenasiel</p> <p><input type="checkbox"/> een handelszaak</p> <p>Voor de handelszaak, gelieve de soorten gehouden dieren nader te bepalen</p>	<p><u>VAK VOORBEHOUD VOOR DE DIRECTIE KWALITEIT</u> <u>- DIENST DIERENWELZIJN</u></p> <p>Datum van ontvangst van de volledige erkenningaanvraag:....</p> <p>Toekenning van:</p> <p><input type="checkbox"/> een voorlopige erkenning – datum :</p> <p><input type="checkbox"/> een erkenningsnummer– datum :</p> <p><input type="checkbox"/> een erkenningscertificaat – datum :</p>
--	--

¹ U mag slechts één vak aankruisen onder de volgende: hondenkwekerij, kattenkwekerij, hondenpension/kattenpension, dierenasiel, handelszaak Wanneer verschillende inrichtingen op hetzelfde adres zijn gelegen, moeten afzonderlijke erkenningaanvragen immers voor elke inrichting ingediend worden.

<input type="checkbox"/> vogels <input type="checkbox"/> vissen <input type="checkbox"/> knaagdieren <input type="checkbox"/> konijnen <input type="checkbox"/> fretten <input type="checkbox"/> amfibieën <input type="checkbox"/> reptielen <input type="checkbox"/> andere	Advies van de dienst over het controlebezoek: <input type="checkbox"/> gunstig <input type="checkbox"/> ongunstig <input type="checkbox"/> voorwaardelijk gunstig: <input type="checkbox"/> soorten :..... <input type="checkbox"/> rassen :..... <input type="checkbox"/> diersoorten :.... <input type="checkbox"/> aantal :.... Afschrift overgemaakt aan de gemeente op:.....
--	--

VESTIGING

Naam

Adres Nr. bus

Postcode Gemeente/Stad

Website

.....

Tel. Fax E-mail

Openingsdagen en -uren

.....

BEHEERDER

Naam

Adres Nr. bus

Postcode Gemeente/Stad

Tel. Fax E-mail

Inlichtingen in geval van een erkenningsaanvraag voor een kwekerij²

Type	aantal		Ras
	gehouden dieren	vrouwelijke fokdieren	
Hondenkwekerij <input type="checkbox"/> occasionele kwekerij <input type="checkbox"/> hobbykwekerij <input type="checkbox"/> professionele kwekerij <input type="checkbox"/> handelskwekerij			

² De pensions, dierenasielen en handelszaken zijn niet betrokken.

<p><i>Kattenkwekerij</i></p> <p><input type="checkbox"/> <i>occasionele kwekerij</i></p> <p><input type="checkbox"/> <i>hobbykwekerij</i></p> <p><input type="checkbox"/> <i>professionele kwekerij</i></p> <p><input type="checkbox"/> <i>handelskwekerij</i></p>			
--	--	--	--

Inlichtingen over de lokalen van de inrichting³

Opsomming van de verschillende kamers waarin de dieren worden ondergebracht

Inlichtingen betreffende de samenstelling van het personeel⁴

Aantal personen, taken en bestede tijd, eventuele diploma's.

³ Alle inrichtingen zijn betrokken (kwekerijen, pensions, dierenasielen en handelszaken).

⁴ De occasionele kwekerijen zijn niet betrokken.

Bij deze aanvraag gelieve de volgende stukken te voegen:

In geval van occasionele kwekerij⁵

- *Het door de behandelende dierenarts behoorlijk ingevuld en getekend attest(BIJLAGE Ibis)*
- *Het bewijs van betaling van de kosten gebonden aan de erkenning*

In geval van een andere inrichting dan een occasionele kwekerij⁶

- *Het behoorlijk ingevulde contract van de dierenarts (BIJLAGE V)*
- *Het bewijs van betaling van de kosten gebonden aan de erkenning⁷*
- *het schematisch plan van de inrichting met vermelding van de functie en de afmetingen van de verschillende lokalen*

Ondergetekende, aanvrager en beheerder van de inrichting, verklaart dat de hierbovenvermelde gegevens correct zijn.

Op

te

Ondertekening van de beheerder

NB : De aanvragen voor een milieuvergunning moeten ingediend worden bij het gemeentebestuur op het grondgebied waarvan de inrichting is gelegen.

⁵ De hobbykwekerijen, professionele kwekerijen of handelskwekerijen evenals de pensions, dierenasielen en handelszaken zijn niet betrokken.

⁶ De honden- en kattenkwekerijen (hobbykwekerijen/professionele kwekerijen/ handelskwekerijen) evenals de pensions, dierenasielen en handelszaken zijn betrokken.

⁷ De betaling van die kosten is niet vereist wanneer de erkenningsaanvraag een dierenasiel betreft.

Bijlage II

Bijlage Ibis bij het koninklijk besluit van 27 april 2007 houdende erkenningvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake de verhandeling van dieren – attest van de behandelende dierenarts

Ondergetekende, dierenartsverklaart een onderzoek van de occasionele kwekerij waarvan Mevrouw/De heer⁸beheerder is, opte hebben verricht.

Ik bevestig dat alle aanwezige dieren het voorwerp uitmaken van zorgvuldige verzorging op het gebied van de gezondheid, het welzijn en de gewenning.

Aantal gehouden dieren : waaronder..... Vrouwelijk(e) fokdier(en) en Mannelijk(e) dier(en).

Ras⁹ :

Identificatienummer van de dieren:

Voorwaarde van de dieren¹⁰

- Gezondheid (vaccinatie, preventieve behandeling):

Gevalideerd:
Niet gevalideerd :

- Onderhoud:

Gevalideerd:
Niet gevalideerd :

⁸ Schrappen wat niet past

⁹ De ras en de kruising vermelden of bepalen dat het om een dier zonder specifiek ras gaat

¹⁰ Het overeenstemmende vakje aankruisen. In geval van een positief antwoord, gelieve te beoordelen volgens de volgende graduatie: bevredigend – goed- uitstekend. In geval van negatief antwoord, gelieve nader te bepalen.

- Corpulentie:

Gevalideerd:
Niet gevalideerd :

- Gewenning:

Gevalideerd:
Niet gevalideerd :

Voorwaarden van het houden¹¹

- Huisvesting (ruimte/ventilatie/helderheid/temperatuur/schuilhok indien ze buiten worden gehouden..):

Gevalideerd:
Niet gevalideerd :

- Hygiënevoorwaarden:

Gevalideerd:
Niet gevalideerd :

¹¹ *Idem.*

Eventueel (ele) commentaar (aren) en raadgeving(en):

Gedaan te..... op.....

Ondertekening van de dierenarts:

Ondergetekende, aanvrager en beheerder van de inrichting, neemt akte van de hierbovenvermelde gegevens.

Op

te

Ondertekening van de beheerder